ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, Ministre de la Défense nationale, le 18 janvier 1979, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la catégorisation des critères d'aptitude médicale et aux examents médicaux d'admission au corps opérationnel de la gendarmerie", a donné le 14 février 1979 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdelin wetgeving, tweede kamer, de 18e januari 1979 door de Eerste Minister, Minister van Landsverdediging verzocht hem van advie te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de categorisatie van de medisch geschiktheidscriteria en de medische onderzoeken voor toelating tot het operationeel korps van de rijkswacht", heeft de 14e februari 1979 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

Le terme de "catégorisation" étant à la fois peu heureux et superflu par rapport à l'objet du projet, il serait préférable de rédiger l'intitulé comme suit :

"Arrêté royal relatif aux critères médicaux d'aptitude et aux examens médicaux d'admission au corps opérationnel de la gendarmerie".

PREAMBULE.

Le préambule suivant est proposé :

"BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie, notamment l'article 5, § 1er, modifié par la loi du 8 juin 1978;

Vu l'avis de la Commission consultative du personnel de la gendarmerie;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS : ...".

.../...

EXAMEN DES ARTICLES.

Pour le motif exposé à propos de l'intitulé du projet, il serait préférable de donner au chapitre 1er l'intitulé suivant :

"Le profil médical".

Article 1er.

Il serait logique de grouper sous cet article les deux dispositions qui concernent la détermination du profil médical des candidats, c'est-à-dire, l'article 1er et l'article 5, alinéa 1er, du projet.

Le texte suivant est proposé :

"Article 1er.-

Le profil médical d'un candidat ... (la suite comme au projet).

Les commissions médicales, après des examens de sélection, déterminent le profil médical des candidats à l'admission à un cycle de formation et décident de l'aptitude de ceux-ci".

.../...

Article 2.

En ce qui concerne le paragraphe 3 de cet article, il ressort des explications données par l'officier-délégué que, dans l'intention du Gouvernement, la note attachée à chacun des facteurs est attribuée non par les médecins militaires qui procèdent aux examens relevant de leurs spécialités respectives, mais bien par les commissions médicales, sur le vu des rapports de ces examens. Pour lever tout doute à ce sujet et pour énoncer la règle de façon plus simple, une autre rédaction sera proposée ci-dessous, dans un nouvel article 4.

En outre, dans un but de clarté, il conviendrait de diviser cet article en trois articles rédigés comme suit :

"Article 2.-

Les divers éléments anatomiques et fonctionnels ... (la suite comme à l'article 2, § ler, du projet).

Ces facteurs sont désignés ...

Article 3.-

§ ler. Le facteur "P" exprime :

1° comme au projet;
2° comme au projet;
3° la valeur fonctionnelle des différents systèmes cutané, digestif, cardiovasculaire, pulmonaire, génito-urinaire, nerveux et sensoriel, à l'exception de l'acuité visuelle et auditive;
4° comme au projet;
5° comme au projet.

.../...

§ 2. Le facteur "S" exprime la valeur morphologique et fonctionnelle des membres supérieurs et de la ceinture scapulaire, notamment les capacités ... (la suite comme au projet).

§ 3. Le facteur "I" exprime la valeur morphologique et fonctionnelle des membres inférieurs, de la ceinture pelvienne et de la colonne vertébrale en dessous de l'articulation sacro-lombaire, notamment la capacité ... (la suite comme au projet).

§ 4. Le facteur "V" exprime ... (la suite comme au projet).

§ 5. Le facteur "C" exprime ... (la suite comme au projet).

§ 6. Le facteur "A" exprime ... (la suite comme au projet).

§ 7. Le facteur "M" exprime ... (la suite comme au projet).

§ 8. Le facteur "E" exprime tous les aspects non intellectuels de la personnalité, notamment ... (la suite comme au projet).

Article 4.-

Pour chacun des facteurs, les commissions médicales attribuent, suivant une échelle de valeur décroissante de 1 à 5, une note correspondant à l'une des évaluations indiquées au tableau annexé au présent arrêté".

.../...

Article 3 (devenant l'article 5).

Le début de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Sont considérés comme médicalement aptes en tant que candidats officiers, les candidats ... (la suite comme au projet)".

La même rédaction devrait être adoptée pour le début de l'article 4 (devenant l'article 6).

Article 5.

Les dispositions concernant les modifications du profil médical des candidats et des élèves seraient plus compréhensibles et mieux à leur place si elles étaient mises à la suite du chapitre II dans un chapitre III nouveau, le chapitre III du projet devenant le chapitre IV.

Article 6 (devenant l'article 7).

Au début de l'article, il conviendrait de lire : "l'aptitude au point de vue médical, exigée ...".

Il résulte des articles 3 et 4 du projet (devenant respectivement 5 et 6) que les candidats sont aptes dès lors qu'ils ont obtenu le profil médical minimum. Celui-ci, comme il a été exposé à propos de l'article 2, § 3, (devenant l'article 4), du projet, n'est pas déterminé par les médecins examinateurs, chacun en ce qui concerne le facteur correspondant à sa spécialité, mais par les commissions médicales. A la fin du paragraphe 1er, il convient donc de lire : "... est établie après des examens médicaux de sélection", et non : "... est établie par des examens médicaux de sélection".

.../...

Au 6° du paragraphe 2, il faut lire : "visés à l'article 8".

Au 7°, le mot "militaire" doit être remplacé par "médical".

Article 7 (devenant l'article 8).

Le paragraphe 1er serait à une place plus logique s'il en était fait un paragraphe 3 de l'article 6 (devenant l'article 7). Il serait par ailleurs rédigé plus simplement comme suit :

"§ 3. Les examens sont effectués par des médecins militaires".

Pour les motifs déjà exposés à propos de l'article 2, § 3, et de l'article 6 (devenant respectivement 4 et 7) du projet, ce sont les commissions médicales qui déterminent le profil médical et, par conséquent, statuent sur l'aptitude des candidats. Le terme de décision est donc employé à bon escient pour qualifier l'acte administratif par lequel un candidat est déclaré apte ou inapte par l'une de ces commissions.

Conformément au droit commun, cet acte n'est susceptible d'aucun autre recours que celui qu'ouvre l'article 14, alinéa 1er, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973. Le paragraphe 3 est dès lors superflu et il doit être omis.

.../...

Article 8 (devenant l'article 9).

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 9.-

La commission médicale communique sa décision au commandant de la gendarmerie ou à l'autorité que celui-ci désigne.

Le commandant de la gendarmerie ou l'autorité désignée par lui notifie cette décision au candidat par lettre recommandée à la poste".

Article 9 (devenant l'article 10).

L'expression "au point de vue médical" est redondante et doit être omise.

Article 10 (devenant l'article 11).

Au paragraphe 2, alinéa 1er, il convient d'écrire : "... ou à l'autorité désignée par celui-ci".

A l'alinéa 2, il s'indiquerait, dans un souci, à la fois de sécurité juridique et de concordance avec l'article 8 (devenant l'article 9) que la décision d'inaptitude soit notifiée au candidat par lettre recommandée à la poste.

Article 11 (devenant l'article 12).

Au 1er alinéa, la référence à l'article 10 doit être remplacée par une référence à l'article 11.

+

+ +

.../...

Cette disposition ouvre un recours au candidat qui a fait l'objet d'une décision d'inaptitude. Un tel recours se justifie d'autant plus que le candidat aura été déclaré inapte par un seul médecin alors que, par hypothèse, il avait précédemment été déclaré apte après divers examens médicaux par une décision d'une commission médicale.

Le délai fixé pour l'exercice de ce recours est cependant si bref que celui-ci se trouvera, en pratique, privé d'effet utile dans un grand nombre de cas.

La même observation vaut pour le délai dans lequel le candidat peut demander que la motivation de la décision d'inaptitude soit notifiée au médecin qu'il désigne.

Certes, ainsi que l'officier-délégué l'a fait valoir, le début des cours rend particulièrement urgente une décision définitive. Il appartiendra cependant au Gouvernement de concilier cette exigence avec l'établissement d'un délai raisonnable, qui ne rende pas le recours illusoire dans bon nombre de cas.

\+

\+ \+

Par ailleurs, dans un souci de sécurité juridique et de concordance déjà évoqué, les notifications devraient être faites par lettre recommandée à la poste.

Article 12 (devenant l'article 13).

Il ne semble guère logique, à première vue, que le candidat à un cycle de formation d'officier qui, en application de l'article 7, § 2 (devenant l'article 8), du projet, a été déclaré

.../...

apte par la commission médicale de sélection des écoles d'officiers et qui, par hypothèse, aurait ensuite été déclaré inapte par le médecin désigné en application de l'article 10 (devenant 11), § 1er, voie son cas soumis en appel de cette dernière décision à la commission médicale qui, lors de la sélection, a compétence pour les seuls candidats à un cycle de formation de sous-officiers

Suivant l'officier-délégué, si la sélection des candidats à un cycle de formation d'officier est confiée à la commission médicale de sélection des écoles d'officiers plutôt qu'à la commission médicale pour l'aptitude au service de la gendarmerie, c'est uniquement afin de permettre à ces candidats de postuler dans une autre force armée, ce qui ne se justifie plus lorsqu'il s'agit de statuer sur l'aptitude des candidats lors de l'admission à un cycle de formation d'officier au corps opérationnel de la gendarmerie.

Compte tenu d'observations déjà faites au sujet du mode de notification des décisions, l'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 13.-

§ 1er. La commission médicale d'aptitude au service à la gendarmerie statue sur l'appel interjeté contre la décision d'inaptitude prise par le médecin.

§ 2. La commission médicale convoque le candidat; celui-ci peut se faire assister par un médecin de son choix.

La commission médicale communique sa décision au commandant de la gendarmerie ou à l'autorité que celui-ci désigne. La décision d'inaptitude est notifiée au candidat par lettre recommandée à la poste".

\+

\+ \+

.../...

Pour les raisons exposées à propos de l'article 5 du projet, il y aurait lieu d'insérer après l'article 12 (devenant l'article 13), un chapitre III, intitulé : Les modifications du profil médical.

Ce chapitre comprendrait uniquement un article 14 reprenant, dans la rédaction suivante, les alinéas 2 et 3 de l'article 5 du projet :

"Article 14.-

Après l'examen médical d'aptitude lors de l'admission à un cycle de formation, le profil médical d'un candidat peut être modifié par le directeur du service médical de la gendarmerie sur la proposition, soit du médecin désigné par le candidat conformément à l'article 12, soit de la commission médicale saisie en application de l'article 13.

Le profil médical d'un élève peut être modifié à tout moment de la formation par un médecin que désigne, par centre de formation, le directeur du service médical de la gendarmerie".

Article 13 (devenant l'article 15).

Aux termes de cet article :

"La composition des commissions médicales visées aux articles 7, § 2, 2°, et 12, § 1er, est déterminée par le Commandant de la gendarmerie.

.../...

La composition de la commission médicale visée à l'article 7, § 2, 1°, est déterminée par le chef du service médical des forces armées".

Les délégations ainsi conférées appellent une observation qui a déjà été faite à plusieurs reprises et notamment sous la forme suivante dans l'avis L. 13.189/2 et L. 13.190/2, donné le 20 septembre 1978 au Vice-Premier Ministre et Ministre de la Défense nationale :

"Selon les principes fondamentaux du droit public, la délégation de pouvoir n'est autorisée que dans la mesure où elle n'a pas pour objet la totalité du pouvoir d'une autorité ou la substance même de ce pouvoir. Une autorité ne peut confier l'exercice de certains de ses pouvoirs à une autorité subordonnée qu'en vue de la prise de décisions qui, compte tenu de la matière concernée et de l'ensemble des règles applicables, n'ont qu'une importance restreinte.

Il est de l'essence des pouvoirs réglementaires qu'ils régissent une catégorie générale de cas; dès lors, quant à leur nature juridique, ces pouvoirs ont une importance plus grande que ceux qui consistent en des habilitations à prendre des décisions individuelles. Néanmoins, selon la jurisprudence des Cours et tribunaux (1) et celle du Conseil

.../...

---

(1) Cass. 4 mai 1920, Pas. 1920, I, 137, avec les conclusions de l'Avocat général Demeure; 13 mai 1935, Pas. 1935, I, 247. Appel Bruxelles, 20 septembre 1930, avec les conclusions de l'Avocat général Louveaux, Belg. jud. 1931, col. 15; Appel Bruxelles, 28 janvier 1939, Pas. 1941, II, 70.

d'Etat (1), le Roi peut déléguer des pouvoirs de caractère réglementaire, surtout à un ministre, en raison du statut constitutionnel de celui-ci. Même lorsqu'elle est consentie au Ministre, une délégation de pouvoir réglementaire faite par le Roi, doit, conformément aux principes rappelés ci-dessus, avoir un objet fort limité : elle ne peut consister qu'à attribuer au Ministre le pouvoir de déterminer les mesures d'exécution d'une réglementation dont le Roi fixe lui-même toutes les dispositions fondamentales (2) (3).

.../...

---

(1) C.E. 11 septembre 1959. Union nationale des opticiens de Belgique, n° 7211, Rec. p. 535; 29 juin 1962, S.P.R.L. Firentra et S.A. Enrema, n° 9486, Rec. p. 588. Voir également : LES NOVELLES, Droit administratif, Tome VI, le Conseil d'Etat, n°1253-1265, Bruxelles, Larcier, 1975.

(2) Voir les références citées dans les notes précédentes. Voir également, dans l'avis du Conseil d'Etat, sur le projet devenu l'arrêté royal du 14 février 1961 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, l'observation relative à l'article 75 du projet (Moniteur belge du 15 mars 1961, page 2006; Pasinomie 1961, page 145).

(3) Le passage qui précède reproduit, en substance, un extrait de l'avis du Conseil d'Etat L. 10.778/2 du 2 juillet 1969 sur un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

C'est dans une mesure encore plus restreinte, et dès lors seulement pour arrêter des dispositions purement accessoires, que le Roi peut déléguer les pouvoirs réglementaires à des autorités autres qu'un ministre, telles que le chef d'état-major général ou le secrétaire permanent au recrutement (1). En effet, semblables autorités ne possèdent évidemment pas les prérogatives que la Constitution confère aux ministres et elles ne sont pas soumises à la responsabilité particulière à laquelle la Constitution soumet ceux-ci".

Il conviendrait que le Roi détermine Lui-même, au moins dans ses éléments essentiels, la composition des commissions dont il s'agit.

ANNEXE.

Au début de l'annexe, la référence à l'article 2, § 3, devrait être remplacée par une référence à l'article 3.

A la fin de l'annexe, il y a lieu d'ajouter la formule suivante :

"Vu pour être annexé à Notre arrêté du ...

Par le Roi,
Le Ministre de la Défense nationale".

---

(1) C.E. 18 janvier 1955, Laurens, n° 4004, Rec. page 70; 10 septembre 1976, Furnemont n° 17.770, Rec. 1976, page 700.

OPSCHRIFT.

De term "categorisatie" is niet erg geslaagd en bovendien overbodig gelet op inhoud en doel van het ontwerp; het opschrift kan beter als volgt worden gelezen :

"Koninklijk besluit betreffende de medische geschiktheidscriteria en de medische onderzoeken voor toelating tot het operationeel korps van de rijkswacht".

AANHEF.

De volgende aanhef wordt voorgesteld :

"BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht, inzonderheid op artikel 5, § 1, gewijzigd bij de wet van 8 juni 1978;

Gelet op het advies van de Commissie van advies voor het personeel van de rijkswacht;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ : ...".

.../...

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Terwille van wat over het opschrift van het ontwerp is gezegd, verdient het aanbeveling aan hoofdstuk I het volgende opschrift te geven :

"Medisch profiel".

Artikel 1.

Het zou logisch zijn de twee bepalingen die betrekking hebben op het bepalen van het medisch profiel van de kandidaten, met name artikel 1 en artikel 5, eerste lid, van het ontwerp, in dit artikel samen te brengen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 1.-
Het medisch profiel van een kandidaat ... (voorts zoals in het ontwerp).

Na medische selectieonderzoeken bepalen de medische commissies het medisch profiel van de kandidaten voor toelating tot een opleidingscyclus en beslissen zij over de geschiktheid van die kandidaten".

Artikel 2.

Volgens de gemachtigde officier zou de Regering het met paragraaf 3 van dit artikel zó bedoelen, dat het aan elk van de factoren verbonden cijfer wordt toegekend, niet door de militaire geneesheren die de onder hun specialiteit vallende onderzoeken verrichten, maar wel door de medische commissies, aan de hand van de rapporten over die onderzoeken. Om hierover

.../...

geen twijfel te laten bestaan en tot een eenvoudiger formulering van de regel te komen, wordt verderop, in een nieuw artikel 4, een andere redactie voorgesteld.

Terwille van de overzichtelijkheid zou dit artikel bovendien moeten worden gesplitst in drie als volgt te redigeren artikelen :

"Artikel 2.-

De verschillende anatomische en functionele gegevens ... (voorts zoals in artikel 2, § 1, van het ontwerp).

Die factoren worden aangeduid met de letters ...

Artikel 3.-

§ 1. Factor "P" staat voor :

1° (zoals in het ontwerp);

2° (zoals in het ontwerp);

3° de functionele waarde van de verschillende stelsels, met name het huidstelsel, het spijsverteringsstelsel, het cardiovasculair, het pulmonaal en het genito-urinair stelsel, het zenuw- en zintuigenstelsel met uitzondering van de gezichts- en gehoorscherpte;

4° (zoals in het ontwerp);

5° (zoals in het ontwerp).

§ 2. Factor "S" staat voor de morfologische en functionele waarde van de bovenste ledematen en van de schoudergordel, inzonderheid voor het vermogen ... alsook voor zijn vermogen ... en voor de geschiktheid tot ... (voorts zoals in het ontwerp).

.../...

§ 3. Factor "I" staat voor de morfologische en functionele waarde van de onderste ledematen, van de bekkengordel en van de wervelkolom onder het sacrolumbaal gewricht, inzonderheid voor het vermogen van de kandidaat ... (voorts zoals in het ontwerp).

§ 4. Factor "V" staat voor de waarde van de gezichtsscherpte ... (voorts zoals in het ontwerp).

§ 5. Factor "C" staat voor de aard ... (voorts zoals in het ontwerp).

§ 6. Factor "A" staat voor de gehoorscherpte.

§ 7. Factor "M" staat voor de geestescapaciteit ... (voorts zoals in het ontwerp).

§ 8. Factor "E" staat voor alle niet intellectuele aspecten van de persoonlijkheid, inzonderheid voor de emotieve ... (voorts zoals in het ontwerp).

Artikel 4.-

Voor elk van de factoren kennen de medische commissies, volgens een dalende waardeschaal van 1 tot 5, een cijfer toe dat overeenstemt met een van de evaluaties die in de bij dit besluit gevoegde tabel zijn vermeld".

Artikel 3 (dat artikel 5 wordt).

Het begin van dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

.../...

"Medisch geschikt als kandidaat-officier worden geacht de kandidaten ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Ook het begin van artikel 4 (dat artikel 6 wordt) moet zó worden gelezen.

Artikel 5.

De bepalingen betreffende de wijzigingen van het medisch profiel van de kandidaten en leerlingen zouden bevattelijker en beter op hun plaats zijn, indien zij na hoofdstuk II werden opgenomen in een nieuw hoofdstuk III; hoofdstuk III van het ontwerp zou dan hoofdstuk IV worden.

Artikel 6 (dat artikel 7 wordt).

In het begin van het artikel leze men : "De geschiktheid uit een medisch oogpunt, die ...".

Uit de artikelen 3 en 4 van het ontwerp (die onderscheidenlijk de artikelen 5 en 6 worden) volgt dat de kandidaten geschikt zijn als zij het minimum medisch profiel behalen. Dat profiel wordt, zoals gezegd is in verband met artikel 2, § 3, van het ontwerp (welke bepaling artikel 4 wordt) niet bepaald door de geneesheren die het onderzoek verrichten, ieder wat betreft de factor die met zijn specialiteit overeenkomt, maar door de medische commissies. Aan het slot van paragraaf 1 moet dan ook worden gelezen : "... wordt vastgesteld na medische selectieonderzoeken" en niet : "... wordt vastgesteld door medische selectieonderzoeken".

.../...

In de tekst onder 6° van paragraaf 2 moet worden gelezen : "de in artikel 8 bedoelde".

In de tekst onder 7° moet het woord "militaire" worden vervangen door "medische".

Artikel 7 (dat artikel 8 wordt).

Paragraaf 1 zou beter op zijn plaats zijn in artikel 6 (dat artikel 7 wordt), waar hij als paragraaf 3 kan worden opgenomen. De tekst zou bovendien eenvoudiger als volgt kunnen worden geredigeerd :

"§ 3. De onderzoeken worden door militaire geneesheren uitgevoerd".

Om dezelfde redenen als uiteengezet bij artikel 2, § 3, en artikel 6 van het ontwerp (die onderscheidenlijk de artikelen 4 en 7 worden), zijn het de medische commissies die het medisch profiel bepalen en bijgevolg over de geschiktheid van de kandidaten beslissen. De term "beslissing" is dus oordeelkundig gebruikt ter aanwijzing van de administratieve handeling waarbij een kandidaat door een van die commissies geschikt dan wel ongeschikt wordt verklaard.

Overeenkomstig het gemeen recht staat tegen die handeling geen ander rechtsmiddel open dan het beroep bedoeld in artikel 14, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973. Paragraaf 3 moet derhalve als overbodig vervallen.

.../...

Artikel 8 (dat artikel 9 wordt).

Dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 9.-

De medische commissie deelt haar beslissing mede aan de commandant van de rijkswacht of aan de door hem aangewezen overheid.

De commandant van de rijkswacht of de door hem aangewezen overheid brengt die beslissing bij een ter post aangetekende brief ter kennis van de kandidaat".

Artikel 9 (dat artikel 10 wordt).

De overbodige woorden "op medisch vlak" moeten vervallen.

Artikel 10 (dat artikel 11 wordt).

In paragraaf 2, eerste lid, dient te worden gelezen : "... of aan de door deze aangewezen overheid".

In het tweede lid zou, ter wille van de rechtszekerheid en tevens ter wille van de overeenstemming met artikel 8 (dat artikel 9 wordt), moeten worden bepaald dat de beslissing van ongeschiktheid bij een ter post aangetekende brief ter kennis van de kandidaat wordt gebracht.

.../...

Artikel 11 (dat artikel 12 wordt).

In het eerste lid verwijze men naar artikel 10, niet naar artikel 11.

\+

\+ \+

Deze bepaling stelt beroep open voor de kandidaat tegen wie een beslissing van ongeschiktheid is genomen. Een zodanig beroep is des te meer verantwoord, daar de kandidaat ongeschikt zal zijn verklaard door slechts één geneesheer, terwijl hij, bij veronderstelling, tevoren na een aantal medische onderzoeken geschikt verklaard was bij een beslissing van een medische commissie.

De termijn voor het instellen van dat beroep is echter zo kort dat het in de praktijk in vele gevallen geen nuttig gevolg kan hebben.

Dezelfde opmerking geldt voor de termijn binnen welke de kandidaat kan vragen dat van de motivering van de beslissing van ongeschiktheid kennis wordt gegeven aan de door hem aangewezen geneesheer.

Het is, zoals de gemachtigde officier doet gelden, wel zo dat het nakende begin van de lessen ten spoedigste een definieve beslissing noodzakelijk maakt. Toch zal de Regering

.../...

voor die spoedprocedure een redelijke termijn moeten laten, wil het beroep enige zin hebben.

\+

\+ +

Ook hier zouden de kennisgevingen, ter wille van de rechtszekerheid en de interne samenhang, bij een ter post aangetekende brief moeten geschieden.

Artikel 12 (dat artikel 13 wordt).

Het lijkt op een eerste gezicht weinig logisch dat de kandidaat voor een opleidingscyclus van officier die, op grond van artikel 7, § 2 (dat artikel 8 wordt) van het ontwerp geschikt verklaard is door de medische selectiecommissie voor scholen voor officieren en die, bij veronderstelling, vervolgens ongeschikt verklaard zou zijn door de geneesheer aangewezen overeenkomstig artikel 10 (dat artikel 11 wordt), § 1, in hoger beroep tegen deze laatste beslissing zijn geval onderworpen zou zien aan de medische commissie die, bij de selectie, alleen bevoegd is ten aanzien van de kandidaten voor een opleidingscyclus van onderofficier.

Dat de selectie van de kandidaten voor een opleidingscyclus van officier wordt opgedragen aan de medische selectiecommissie voor scholen voor officieren en niet aan de medische commissie voor geschiktheid voor de dienst bij de rijkswacht is volgens de gemachtigde officier alleen hierdoor te verklaren dat aan die kandidaten de mogelijkheid moet worden gegeven om voor een ander krijgsmachtdeel te solliciteren, hetgeen niet meer verantwoord is wanneer het

.../...

erom gaat te beslissen omtrent de geschiktheid van de kandidaten bij de toelating tot een opleidingscyclus van officier bij het operationeel korps van de rijkswacht.

Met inachtneming van opmerkingen die reeds gemaakt zijn omtrent de wijze van kennisgeving van de beslissingen, zou het artikel beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 13.-

§ 1. De medische commissie van geschiktheid voor de dienst bij de rijkswacht beschikt op het hoger beroep tegen de door de geneesheer genomen beslissing van ongeschiktheid.

§ 2. De medische commissie roept de kandidaat op; deze kan zich doen bijstaan door een geneesheer van zijn keuze.

De medische commissie deelt haar beslissing mede aan de commandant van de rijkswacht of aan de door hem aangewezen overheid. De beslissing van ongeschiktheid wordt bij een ter post aangetekende brief ter kennis van de kandidaat gebracht.

\+

\+ \+

Om de redenen die in verband met artikel 5 van het ontwerp zijn opgegeven, zou na artikel 12 (dat artikel 13 wordt) een hoofdstuk III : "Wijzigingen van het medisch profiel" moeten worden ingevoegd.

.../...

Dat hoofdstuk zou alleen bestaan uit een artikel 14 dat, in de volgende redactie, het tweede en het derde lid van artikel 5 van het ontwerp zou overnemen :

"Artikel 14.-

Na het medisch onderzoek van geschiktheid bij de toelating tot een opleidingscyclus kan het medisch profiel van een kandidaat door de directeur van de medische dienst van de rijkswacht worden gewijzigd op voorstel hetzij van de geneesheer die door de kandidaat aangewezen is overeenkomstig artikel 12, hetzij van de medische commissie waarbij de zaak aanhangig is gemaakt op grond van artikel 13.

Het medisch profiel van een leerling kan op elk tijdstip van de opleiding worden gewijzigd door een geneesheer die, per opleidingscentrum, door de directeur van de medische dienst van de rijkswacht aangewezen wordt".

Artikel 13 (dat artikel 15 wordt).

Dit artikel bepaalt :

"De samenstelling van de in de artikelen 7, § 2, 2°, en 12, § 1, bedoelde medische commissies wordt bepaald door de commandant van de rijkswacht.

De samenstelling van de in artikel 7, § 2, 1°, bedoelde medische commissie wordt bepaald door de chef van de medische dienst van de krijgsmacht".

.../...

Bij dergelijke opdrachten van bevoegdheid is al bij herhaling een opmerking gemaakt, die met name in het advies L. 13.189/2 en L. 13.190/2 op 20 september 1978 gegeven aan de Vice-Eerste Minister, Minister van Landsverdediging als volgt was verwoord :

"Volgens de grondbeginselen van het publiek recht is opdracht van bevoegdheid slechts toegestaan voor zover zij niet slaat op de gehele bevoegdheid van een overheid of op het wezen zelf van die bevoegdheid. Een overheid kan de uitoefening van sommige van haar bevoegdheden aan een ondergeschikte overheid slechts overdragen met het oog op het nemen van beslissingen die, gelet op de betrokken materie en het geheel van de toepasselijke regelen, slechts een beperkt belang hebben.

Het behoort tot het wezen van de verordenende bevoegdheid dat zij op een algemene categorie van gevallen betrekking heeft; uit een juridisch oogpunt is die bevoegdheid dus belangrijker dan de bevoegdheid tot het nemen van individuele beslissingen. Volgens de rechtspraak van hoven en rechtbanken (1) en van de Raad van State (2), kan de Koning niettemin verordenende bevoegdheid opdragen, vooral aan een minister, wegens diens grondwettelijke status.

---

(1) Cass. 4 mei 1920, Pas. 1920, I, 137 met de conclusies van advocaat-generaal Demeure; 13 mei 1935, Pas. 1935, I, 247. Beroep Brussel, 20 sept. 1930, met de conclusies van advocaat-generaal Louveaux, "Belg. Jud." 1931, kol. 15; Beroep Brussel, 28 januari 1939, Pas. 1941, II, 70.

(2) R. v. S. 11 september 1959. "Union nationale des opticiens de Belgique", nr. 7211, Verz. blz. 577; 29 juni 1962, P.V.B.A. Firentra en N.V. Enrema, nr. 9486, Verz., blz. 626. Zie ook "LES NOVELLES, Droit administratif, Tome VI, Le Conseil d'Etat", nrs 1253-1265, Brussel, Larcier, 1975.

.../...

Zelfs wanneer een verordenende bevoegdheid door de Koning aan een minister wordt opgedragen, moet ze, overeenkomstig de hiervoren aangehaalde beginselen, een strak omschreven doel hebben; zij mag er alleen in bestaan dat de minister gemachtigd wordt tot het vaststellen van de maatregelen ter uitvoering van een verordening waarvan alle fundamentele bepalingen door de Koning zelf zijn vastgesteld (1) (2).

Nog beperkter - beperkt tot het vaststellen van zuiver bijkomstige bepalingen - is de mate waarin de Koning verordenende bevoegdheid kan opdragen aan andere overheden dan een Minister, b.v. de chef van de generale staf en de vaste wervingssecretaris (3). Die overheden hebben immers vanzelfsprekend niet de prerogatieven welke de Grondwet aan de Ministers verleent noch dragen zij de bijzondere verantwoordelijkheid die krachtens de Grondwet op de Ministers rust".

De Koning zou zelf, althans in hoofdtrekken, de samenstelling van de bewuste commissies moeten bepalen.

BIJLAGE.

Vooraan in de bijlage moet de verwijzing naar artikel 2, § 3, worden vervangen door een verwijzing naar artikel 3.

---

(1) Zie de verwijzingen in de vorige noten. Zie ook, in het advies van de Raad van State over het ontwerp dat het koninklijk besluit van 14 februari 1961 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut geworden is, de opmerking bij artikel 75 van het ontwerp (Belgisch Staatsblad van 15 maart 1961, blz. 2006).
(2) Deze passus herhaalt grotendeels een uittreksel uit het advies van de Raad van State L. 10.778/2 van 2 juli 1969 over een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel.
(3) R.v.S. 18 januari 1955, Laurens, nr 4004, Verz. blz. 77; 10 september 1976, Furnemont, nr. 17.770, Verz. blz. 751.

.../...

Aan het slot van de bijlage moet het volgende formulier worden toegevoegd :

"Ons bekend om te worden gevoegd bij Ons besluit van ...

Van Koningswege,
De Minister van Landsverdediging".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs :	P. TAPIE,	président de chambre,
de Heren :		kamervoorzitter,
	H. ROUSSEAU,	conseillers d'Etat,
	Ch. HUBERLANT,	staatsraden,
	P. DE VISSCHER,	assesseurs de la section de législation,
	F. RIGAUX,	bijzitters van de afdeling wetgeving,
Madame :	J. TRUYENS,	greffier.
Mevrouw :		griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER

J. TRUYENS. P. TAPIE.